

# DOSSIER D'INFORMATION MAIRIE



8150110000110000814JEL

*free*  
mobile

**OPÉRATEUR :** Free Mobile  
**CODE SITE :** 24037\_024\_01  
**ADRESSE DU SITE :** CHEMIN DE FONDAURADE  
**COMMUNE :** 24100 BERGERAC  
**DATE :** 11/07/2025

*free*



## | RÉFÉRENCES ET DESCRIPTIF DU PROJET

<b>OPÉRATEUR :</b>	FREE MOBILE
<b>COMMUNE :</b>	BERGERAC
<b>NOM DU SITE :</b>	FRA02400018
<b>CODE SITE :</b>	24037_024_01
<b>ADRESSE :</b>	CHEMIN DE FONDAURADE - 24100 BERGERAC
<b>TYPE DE SUPPORT :</b>	Pylône tubulaire
<b>PROJET DE :</b>	Modification substantielle d'une antenne-relais existante
<b>COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES :</b>	X = 454700.09, Y = 1983851.05 Longitude : 0.49952808, Latitude : 44.8401126

## | CONTACT FREE MOBILE

<b>NOM :</b>	Arnaud HENRI Responsable des Relations avec les Collectivités Territoriales
<b>E-MAIL :</b>	ahenri@free-mobile.fr
<b>ADRESSE :</b>	Free Mobile 16 rue de la Ville l'Évêque 75008 Paris

## SOMMAIRE

1. Synthèse et motivation du projet .....	4
2. Descriptif détaillé du projet et des installations .....	5
3. Calendrier indicatif du projet .....	7
4. Adresse et coordonnées de l'emplacement de l'installation .....	8
5. Plan de situation à l'échelle .....	9
6. Plan de cadastre .....	11
7. Photographies du lieu d'implantation et photomontage avant/après .....	12
8. Plans du projet .....	15
9. Déclaration ANFR .....	19
10. Documents pédagogiques élaborés par l'Etat .....	19
11. Engagements de Free Mobile au titre de la protection et de la santé .....	21
12. Engagements de Free Mobile au titre de la transparence .....	22



41 101100001000061461

## **1. Synthèse et motivation du projet**

En tant que titulaire de licences 3G, 4G et 5G, Free Mobile est soumis à des obligations nationales qui concernent notamment la couverture de la population, la qualité de service et sa disponibilité, le paiement de redevances, la fourniture de certains services ainsi que la protection de la santé et de l'environnement.

Free Mobile est notamment impliquée dans le programme national de résorption des zones blanches ainsi que dans l'ensemble des programmes de couverture ciblée mis en place en partenariat avec les pouvoirs publics et les collectivités locales.

La couverture des territoires en services de communications et services mobiles est adaptée à la réalité des usages et permet aux territoires d'apporter à leurs administrés les moyens de communications indispensables à leur vie personnelle et professionnelle.

Ainsi, **Free Mobile travaille continuellement à répondre aux attentes des abonnés et collectivités et contribuer à l'aménagement numérique des territoires et sa pérennité en anticipant les évolutions des besoins et usages.**

**Cette anticipation est d'autant plus vitale à la lumière du rôle crucial des moyens de communication dans la crise sanitaire** qui a frappé tous les territoires **et l'incertitude, notamment en termes de re-confinement local, qui lui est liée.**

Compte tenu de l'augmentation constante des besoins en connectivité mobile, de plus 30% chaque année, et **afin de répondre aux besoins des abonnés et collectivités et contribuer à l'aménagement numérique des territoires, Free Mobile est engagé dans un programme soutenu et précis de déploiement du Très Haut Débit Mobile** dans l'ensemble des territoires. Et ce, **dans le respect permanent des normes de protection sanitaire.**

**L'envolée des usages de téléphonie mobile, +18% contre une moyenne de 2 à 5% au cours des 5 dernières années ainsi que la multiplication par 3 du volume de données depuis les clés** mobiles observées par l'ARCEP sur les 15 premiers jours du confinement illustrent la nécessité de mettre en place **urgemment une infrastructure mobile adaptée et résiliente permettant de prendre en charge instantanément une croissance exponentielle des usages distants fiables.**

**A ce titre, le programme de Free Mobile, réalisé au plus près des besoins des territoires et de leurs administrés, est urgent étant donnée l'accélération exponentielle du besoin en débit liée aux outils numériques fort consommateurs de débit qui sont inéluctablement amenés à se généraliser qui plus est vu le contexte sanitaire comme, par exemple, les téléconsultations/télésoins, le télétravail et l'enseignement à distance, la possibilité de veiller en direct sur ses proches.**

**L'introduction de la 5G permet de faire bénéficier les utilisateurs ayant opté pour la 5G d'une technologie inédite** pour couvrir leurs besoins en termes de débit **par simple ajout d'équipements sur le réseau existant.**

En effet, **la 5G a été pensée pour couvrir ponctuellement et uniquement le temps de la communication le demandeur du service tout en assurant une multiplication allant jusqu'à 10 des débits ainsi qu'une latence durée d'attente avant le début du service (dit de « latence ») fortement réduite.**

**Ce processus de déploiement d'équipements 5G, qui constitue une étape cruciale au sein du programme de planification, de déploiement et de modernisation du réseau, doit être anticipé étant donné les délais incompressibles, entre 18 et 24 mois, nécessaires au déploiement** des équipements sur chaque site

En effet, **ce dernier implique, la mobilisation et l'intervention de nombreux travailleurs et artisans, principalement locaux,** exerçants dans différents corps de métier : géomètres, aménageurs/syndic d'électricité, notaires, chauffeurs/livreurs, grutiers, conducteurs de

travaux (Génie Civil, Electricité), ... et, indirectement hôteliers, restaurateurs ...

Le déploiement et le fonctionnement des antennes-relais est strictement encadré par la loi.

Le spectre de fréquences accessibles par l'opérateur est réglementé et fait l'objet d'autorisations assorties d'obligations réglementaires.

Chaque nouvelle antenne ou modification doit faire l'objet d'une autorisation d'émettre dans une bande de fréquences donnée de la part de l'ANFR avant d'être mise en service. L'ANFR vérifie notamment que les seuils sanitaires d'exposition du public aux rayonnements électromagnétiques sont respectés.

## 2. Descriptif détaillé du projet et des installations

### Descriptif du projet

Dans le cadre du projet décrit dans ce dossier, Free Mobile projette la modification des azimuts des 3 antennes existantes situées sur le pylône installé Chemin de Fondaurade - 24100 BERGERAC.

Ce projet consiste au réazimutage des 3 antennes existantes (0°/170°/270°), n'apportant aucune modification visuelle du site.

### Caractéristiques d'ingénierie

Nombre d'antennes	Existantes : 3	À ajouter : 0	À modifier : 3
Type	Panneaux		Panneaux
Technologies	3G / 4G / 5G		3G / 4G / 5G
Azimuts (S1/S2/S3)	60° 190° 260°		0° 170° 270°



41-S011000011000E61-ME3

## Antennes

Azimut	Technologie Bande de fréquence	Hauteur Support / sol	Hauteur Support / NGF <sup>(1)</sup>	HBA <sup>(2)</sup> / sol	HBA NGF	HMA <sup>(3)</sup> / sol	HMA / NGF	PIRE (dbW)	PAR (dbW)	Tilt
0°/170°/270°	<b>4G</b> 700 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	31	28.85	6°
	<b>5G</b> 700 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	31	28.85	6°
	<b>3G</b> 900 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	29	26.85	6°
	<b>4G</b> 1800 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	33	30.85	4°
	<b>4G</b> 2100 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	33	30.85	4°
	<b>4G</b> 2600 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	33	30.85	4°
	<b>5G</b> 3500 MHz	26 m	58 m	18.70 m	50.70 m	20.10 m	52.10 m	47.6	45.4	6° (4)

<sup>(1)</sup>NGF = nivellement général de la France

<sup>(2)</sup>HBA = hauteur bas d'antenne

<sup>(3)</sup>HMA = hauteur milieu d'antenne

<sup>(4)</sup> sans tenir compte de la variabilité des faisceaux

**Azimut** : orientation de l'antenne par rapport au nord géographique

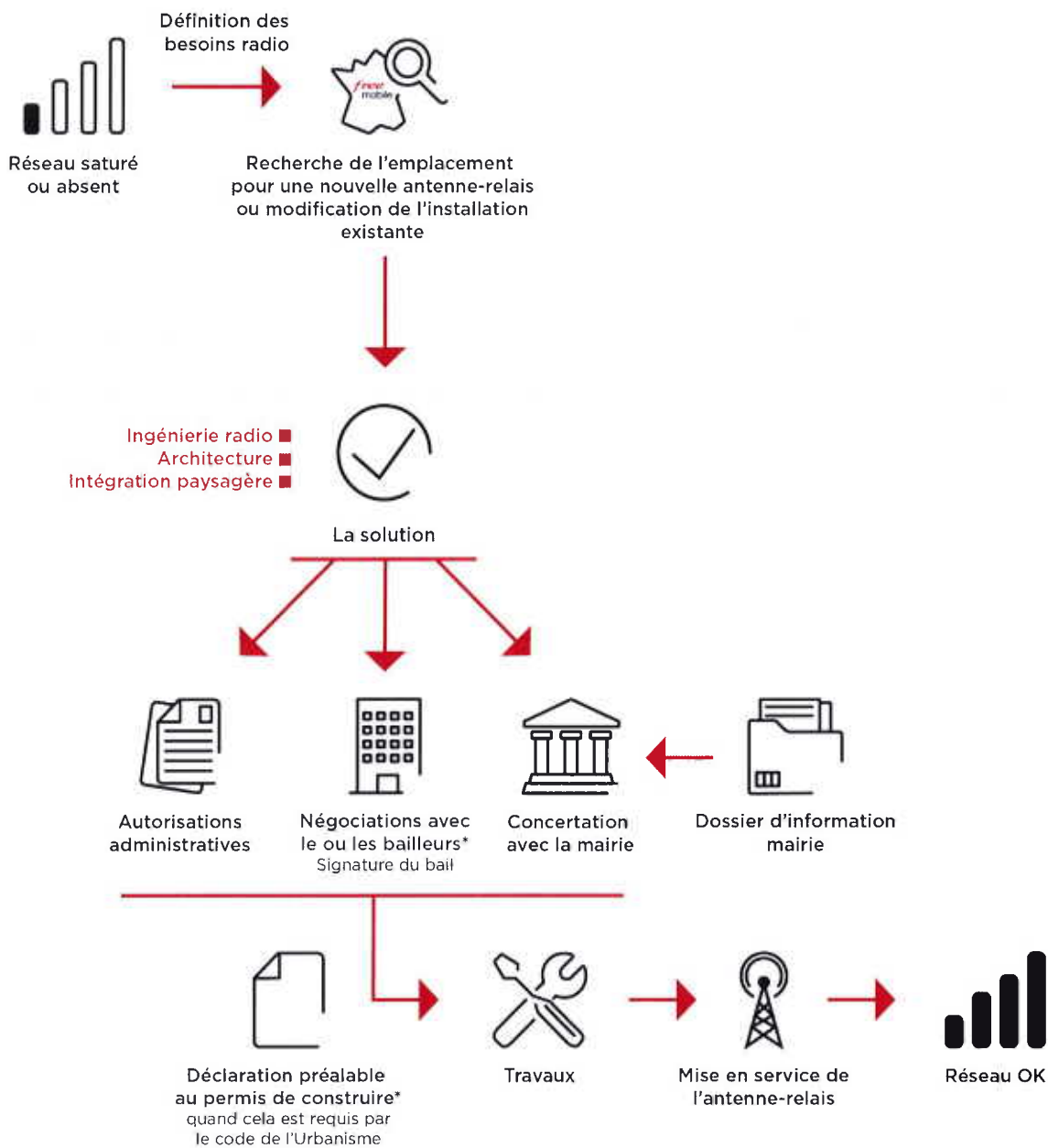
**PIRE** (Puissance Isotrope Rayonnée Equivalente) : puissance qu'il faudrait appliquer à une antenne isotrope pour obtenir le même champ dans la direction où la puissance émise est maximale

**PAR** (Puissance Apparente Rayonnée) : puissance calculée en référence à une émission produite par une antenne dipôle idéale

Conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, Free Mobile s'engage à respecter les valeurs limites des champs électromagnétiques telles que définies par le décret du 3 mai 2002.

## Phases de déploiement du projet

L'installation d'une antenne-relais est un projet qui dure de 18 à 24 mois.



\*Si nécessaire

### 3. Calendrier indicatif du projet

Remise du dossier d'Information (TO)	Juillet 2025
Début des travaux (prévisionnel)	Août 2025
Mise en service (prévisionnel)	Septembre 2025

Après construction du site et installation de l'énergie et transmission, l'insertion technique du site dans le réseau peut être entreprise.

L'allumage d'un site suit une procédure rigoureuse, assurant plusieurs vérifications entre exploitation et radio.

#### **4. Adresse et coordonnées de l'emplacement de l'installation**

##### **Adresse**

CHEMIN DE FONDAURADE  
24100 BERGERAC

##### **Coordonnées**

###### **Lambert II étendu**

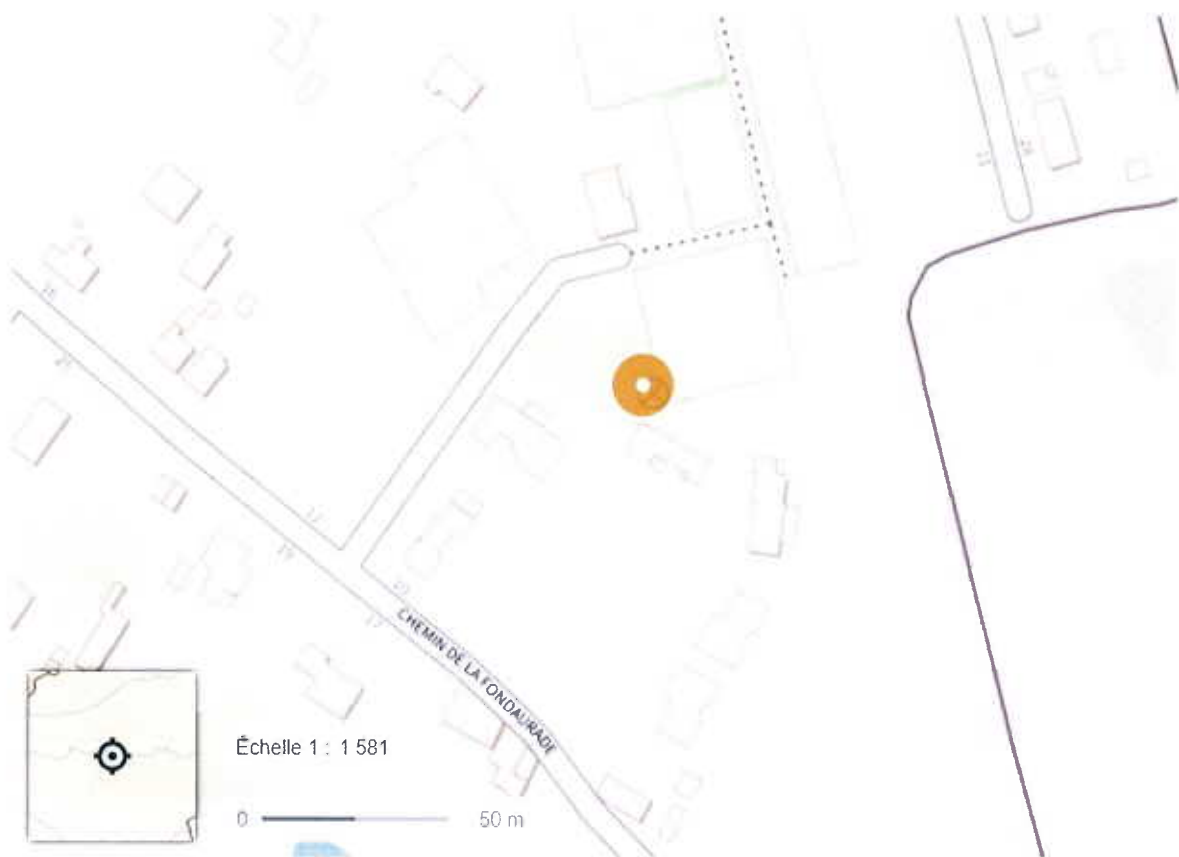
X = 454700.09  
Y = 1983851.05

###### **WGS 84**

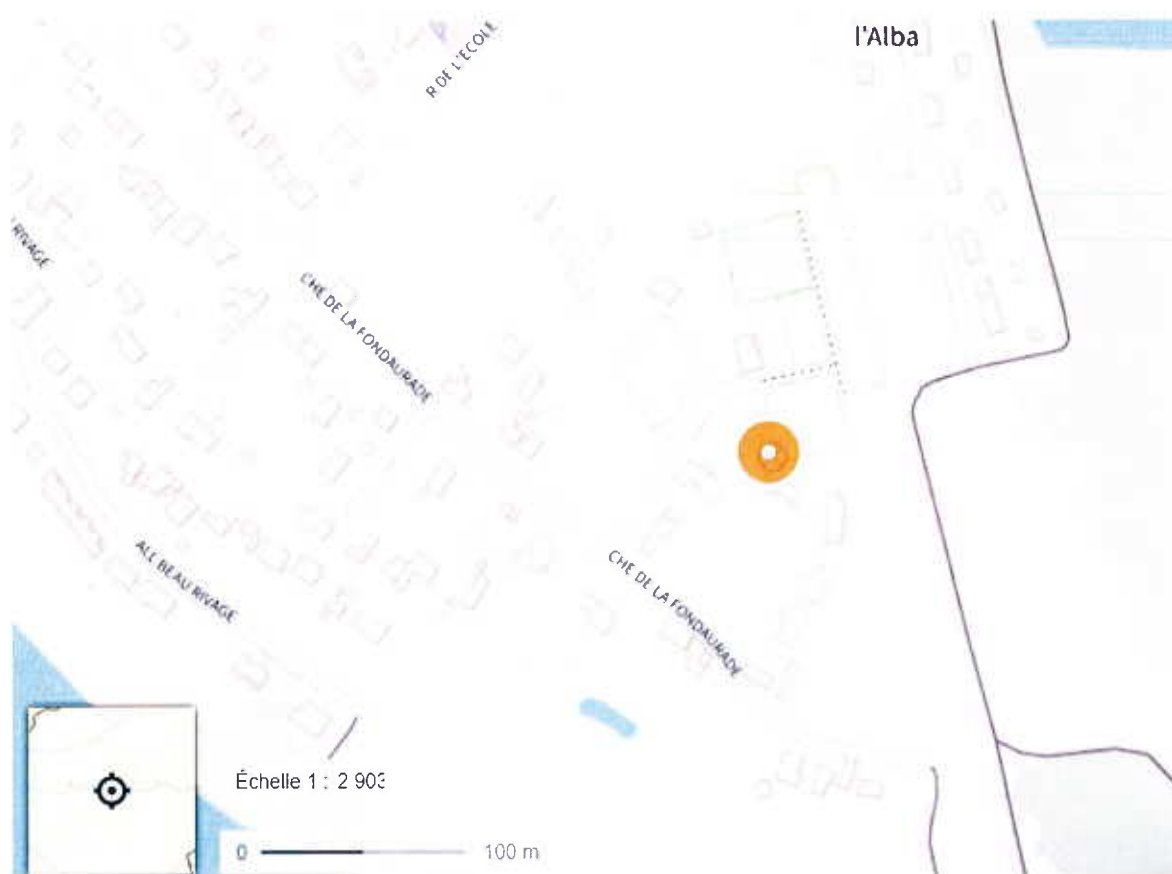
Longitude : 0.49952808  
Latitude : 44.8401126

## 5. Plan de situation à l'échelle

### Localisation de l'installation



134193000110000110710710



**Description des ouvrants (fenêtres, balcons, portes) situés à moins de 10 mètres, sur le linéaire de façade concerné**

Sans Objet

## 6. Plan de cadastre

Département :  
DORDOGNE

Commune :  
BERGERAC

Section : EK  
Feuille : 000 EK 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 11/07/2025  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45  
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Parcelle : 95  
Section : EK

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
Service Départemental des Impôts  
Fonciers  
15 Rue du 26ème Régiment d'Infanterie  
CS 61000 24053  
24053 PERIGUEUX CEDEX  
tél. 05 53 03 35 00 - fax  
sdif.dordogne@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



## 7. Photographies du lieu d'implantation et photomontage avant/après

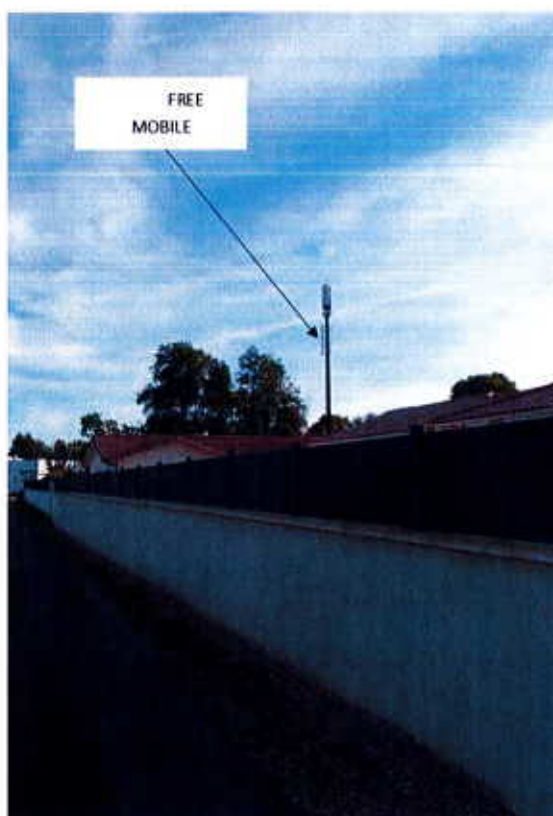
### Prises de vue



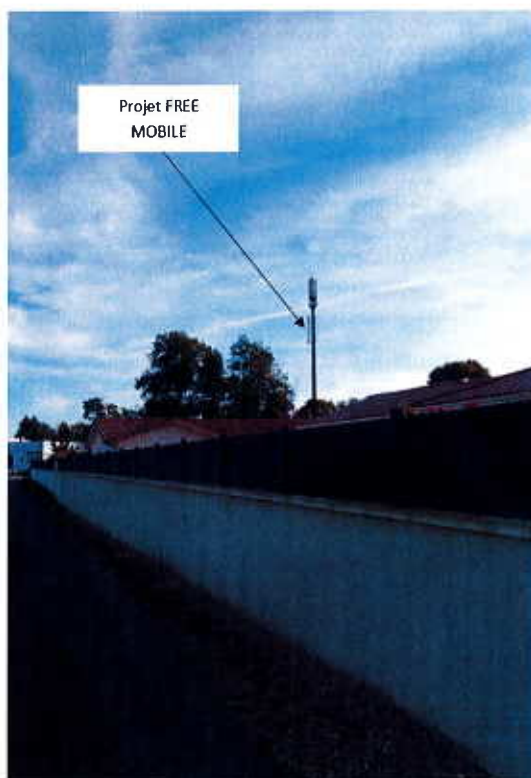


## Prise de vue n°2

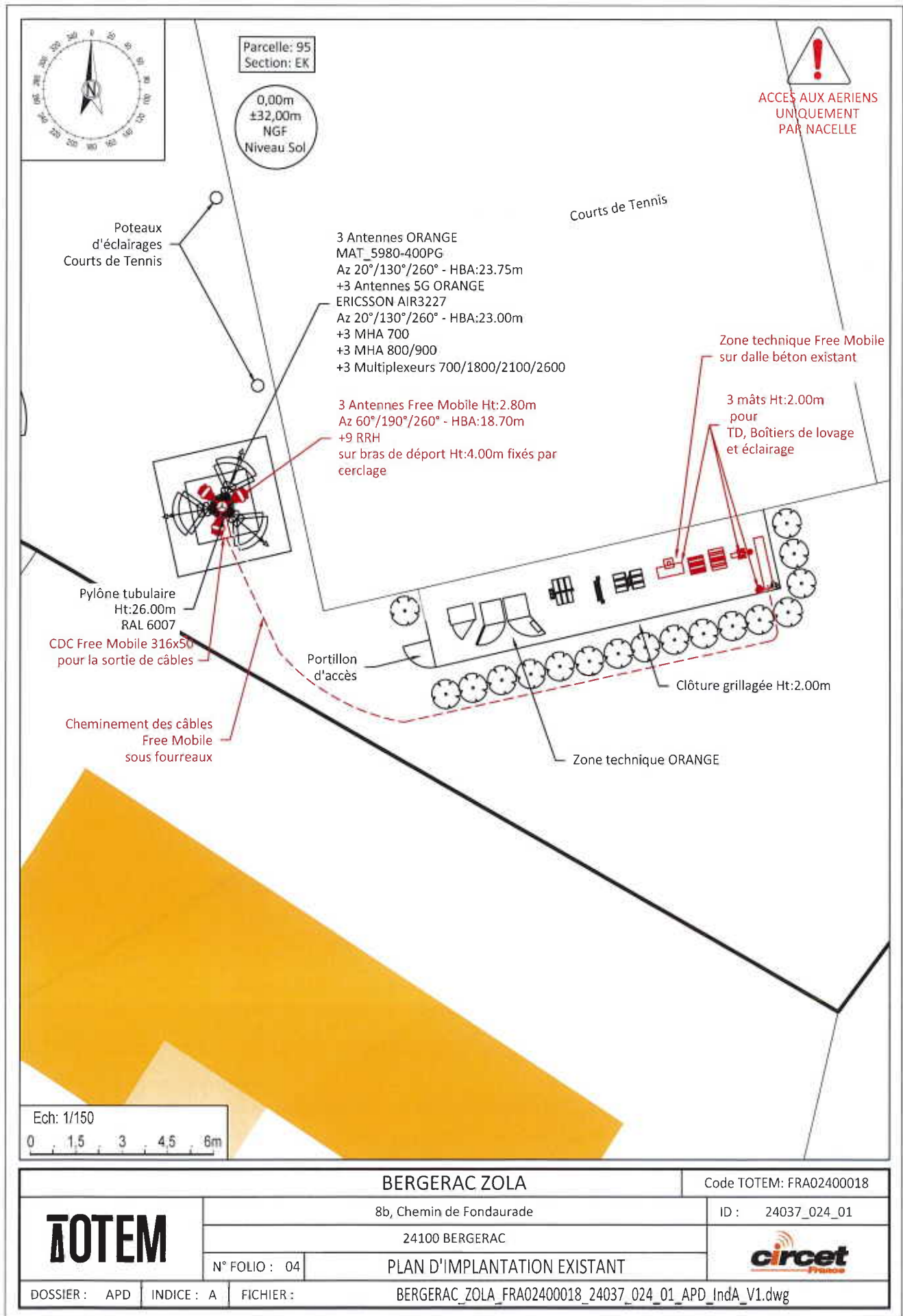
Etat avant :



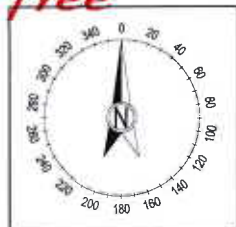
Etat après :



## 8. Plans du projet



free



Parcelle: 95  
Section: EK

0,00m  
±32,00m  
NGF  
Niveau Sol



ACCÈS AUX AÉRIENS  
UNIQUEMENT  
PAR NACELLE

Poteaux  
d'éclairages  
Courts de Tennis

Courts de Tennis

3 Antennes ORANGE  
MAT\_5980-400PG  
Az 20°/130°/260° - HBA:23.75m  
+3 Antennes 5G ORANGE  
ERICSSON AIR3227  
Az 20°/130°/260° - HBA:23.00m  
+3 MHA 700  
+3 MHA 800/900  
+3 Multiplexeurs 700/1800/2100/2600

Zone technique Free Mobile  
sur dalle béton existant

3 mâts Ht:2.00m  
pour  
TD, Boîtiers de lavage  
et éclairage

3 Antennes Free Mobile Ht:2.80m  
Az 0°/170°/270° - HBA:18.70m  
+9 RRH  
sur bras de déport Ht:4.00m fixés par  
cerclage

Pylône tubulaire  
Ht:26.00m  
RAL 6007

CDC Free Mobile 316x50  
pour la sortie de câbles

Cheminement des câbles  
Free Mobile  
sous fourreaux

Portillon  
d'accès

Clôture grillagée Ht:2.00m

Zone technique ORANGE

Ech: 1/150

0 1,5 3 4,5 6m

BERGERAC ZOLA

Code TOTEM: FRA02400018

**TOTEM**

8b, Chemin de Fondaurade

ID : 24037\_024\_01

24100 BERGERAC

N° FOLIO : 04

PLAN D'IMPLANTATION PROJETE

**circet**  
France

DOSSIER : APD

INDICE : A

FICHIER :

BERGERAC\_ZOLA\_FRA02400018\_24037\_024\_01\_APD\_IndA\_V1.dwg

free



ACCES AUX AERIENS  
UNIQUEMENT  
PAR NACELLE

3 Antennes ORANGE  
MAT\_5980-400PG  
Az 20°/130°/260° - HBA:23.75m  
+3 Antennes 5G ORANGE  
ERICSSON AIR3227  
Az 20°/130°/260° - HBA:23.00m  
+3 MHA 700  
+3 MHA 800/900  
+3 Multiplexeurs 700/1800/2100/2600

3 Antennes Free Mobile Ht:2.80m  
Az 60°/190°/260° - HBA:18.70m  
sur bras de déport Ht:4.00m fixés par  
cerclage

9 RRH HBA : 17.30m  
sur bras de déport Ht:4.00m fixés par  
cerclage  
sous les Antennes Free Mobile

Niveau : 28.00 m  
Côte NGF : 60.00 m  
Hauteur Sommitale

Niveau : 26.00 m  
Côte NGF : 58.00 m  
Hauteur Pylône

Niveau : 18.70 m  
Côte NGF : 50.70 m  
HBA FREE

Pylône tubulaire Ht:26.00m  
RAL 6007

Poteaux d'éclairages  
Courts de Tennis

Zone technique Free Mobile  
sur dalle béton existant

Clôture grillagée Ht:2.00m

Zone technique  
ORANGE

3 mâts Ht:2.00m  
pour  
TD, Boîtiers de lavage  
et éclairage

Portillon  
d'accès

Niveau : 0.00 m  
Côte NGF : 32.00 m  
Hauteur Sol

Ech: 1/150

0 1.5 3 4.5 6m

BERGERAC ZOLA

Code TOTEM: FRA02400018

**TOTEM**

8b, Chemin de Fondaurade

ID : 24037\_024\_01

24100 BERGERAC

N° FOLIO : 07

PLAN D'ELEVATION EXISTANT

**circe**  
France

DOSSIER : APD

INDICE : A

FICHER :

BERGERAC\_ZOLA\_FRA02400018\_24037\_024\_01\_APD\_IndA\_V1.dwg

free



ACCES AUX AERIENS  
UNIQUEMENT  
PAR NACELLE

3 Antennes ORANGE  
MAT\_5980-400PG  
Az 20°/130°/260° - HBA:23.75m  
+3 Antennes 5G ORANGE  
ERICSSON AIR3227  
Az 20°/130°/260° - HBA:23.00m  
+3 MHA 700  
+3 MHA 800/900  
+3 Multiplexeurs 700/1800/2100/2600

3 Antennes Free Mobile Ht:2.80m  
Az 0°/170°/270° - HBA:18.70m  
sur bras de déport Ht:4.00m fixés par  
cerclage

9 RRH HBA : 17.30m  
sur bras de déport Ht:4.00m fixés par  
cerclage  
sous les Antennes Free Mobile

Niveau : 28,00 m  
Côte NGF : 60,00 m  
Hauteur Sommitale

Niveau : 26,00 m  
Côte NGF : 58,00 m  
Hauteur Pylône

Niveau : 18,70 m  
Côte NGF : 50,70 m  
HBA FREE

Pylône tubulaire Ht:26.00m  
RAL 6007

Poteaux d'éclairages  
Courts de Tennis

Zone technique Free Mobile  
sur dalle béton existant

Clôture grillagée Ht:2.00m

Zone technique  
ORANGE

3 mâts Ht:2.00m  
pour  
TD, Boîtiers de lavage  
et éclairage

Portillon  
d'accès

Niveau : 0,00 m  
Côte NGF : 32,00 m  
Hauteur Sol

Ech: 1/150

0 1,5 3 4,5 6m

BERGERAC ZOLA

Code TOTEM: FRA02400018

**TOTEM**

8b, Chemin de Fondaurade

ID : 24037\_024\_01

24100 BERGERAC

N° FOLIO : 07

PLAN D'ELEVATION PROJETE

**circet**  
France

DOSSIER : APD

INDICE : A

FICHER :

BERGERAC\_ZOLA\_FRA02400018\_24037\_024\_01\_APD\_IndA\_V1.dwg

## 9. Déclaration ANFR

Le projet fera l'objet d'une déclaration ANFR selon les points ci-dessous. Grâce à ces éléments, l'ANFR gère l'attribution des fréquences aux divers émetteurs et veille au respect de la réglementation.

1. Conformité de l'installation aux règles du guide DR 17\* de l'ANFR ?

☒ oui

☐ non

\* Guide technique ANFR DR17 modélisation des sites radioélectriques et des périmètres de sécurité pour le public.

2. Existence d'un périmètre de sécurité\*\* balisé accessible au public

☐ oui

☒ non

\*\* Périmètre de sécurité : zone au voisinage de l'antenne dans laquelle le champ électromagnétique peut-être supérieur au seuil du décret ci-dessous.

3. Le champ électrique maximum qui sera produit par la station objet de la demande sera-t-il inférieur à la valeur de référence du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 en dehors de l'éventuel périmètre de sécurité ?

☒ oui

☐ non

4. Présence d'établissements particuliers (établissements scolaires, crèches, établissements de soins) de notoriété publique visé par l'article 5 du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 situés à moins de 100 mètres de l'antenne

☐ oui

☒ non

## 10. Documents pédagogiques élaborés par l'Etat

### Sites Internet

Site gouvernemental	<a href="http://www.radiofrequences.gouv.fr">www.radiofrequences.gouv.fr</a>
Sites de l'Agence Nationale des Fréquences	<a href="http://www.anfr.fr">www.anfr.fr</a> <a href="http://www.cartoradio.fr">www.cartoradio.fr</a> <a href="https://5g.anfr.fr/">https://5g.anfr.fr/</a>
Sites de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des postes	<a href="http://www.arcep.fr">www.arcep.fr</a> <a href="http://www.arcep.fr/la-regulation/grands-dossiers-reseaux-mobiles/la-5g/frequences-5g-procedure-dattribution-de-la-bande-34-38-ghz-en-metropole.html">www.arcep.fr/la-regulation/grands-dossiers-reseaux-mobiles/la-5g/frequences-5g-procedure-dattribution-de-la-bande-34-38-ghz-en-metropole.html</a> <a href="https://www.arcep.fr/nos-sujets/la-5g.html">https://www.arcep.fr/nos-sujets/la-5g.html</a>

### Documents pédagogiques de l'Etat

Téléchargeables sur le site gouvernemental [www.radiofrequences.gouv.fr](http://www.radiofrequences.gouv.fr)



Guide à destination des élus : l'essentiel sur la 5G	<a href="https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/Brochure_5G_WEB.PDF">https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/Brochure_5G_WEB.PDF</a>
Antennes relais de téléphonie mobile	<a href="http://www.radiofrquences.gouv.fr/les-conditions-d-implantation-a16.html">http://www.radiofrquences.gouv.fr/les-conditions-d-implantation-a16.html</a>
Surveiller et mesurer les ondes électromagnétiques	<a href="http://www.radiofrquences.gouv.fr/surveiller-l-exposition-du-public-a95.html">http://www.radiofrquences.gouv.fr/surveiller-l-exposition-du-public-a95.html</a>

## Fiches ANFR

Téléchargeables sur le site [www.anfr.fr](http://www.anfr.fr)

Exposition du public aux ondes: Le rôle des Maires	<a href="https://www.anfr.fr/fileadmin/mediatheque/documents/expase/ANFR-Brochure-exposition-aux-ondes-maires.pdf">https://www.anfr.fr/fileadmin/mediatheque/documents/expase/ANFR-Brochure-exposition-aux-ondes-maires.pdf</a>
Présentation de la 5G	<a href="https://www.anfr.fr/fileadmin/mediatheque/documents/5G/ANFR_5G.pdf">https://www.anfr.fr/fileadmin/mediatheque/documents/5G/ANFR_5G.pdf</a>
Vidéos pédagogiques sur les ondes	<a href="https://www.anfr.fr/anfr/lanfr-academie">https://www.anfr.fr/anfr/lanfr-academie</a>

## Rapports des Autorités scientifiques et sanitaires

### Rapport et Avis de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (ANSES ex AFSSET), 15 octobre 2013, Mise à jour de l'expertise « radiofréquences et santé »

L'ANSES actualise l'état des connaissances qu'elle a publié en 2009. L'ANSES maintient sa conclusion de 2009 sur les ondes et la santé et indique que « *cette actualisation ne met pas en évidence d'effets sanitaires avérés et ne conduit pas à proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition de la population* »

### Rapport et avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), 17 février 2022, actualisant l'avis du 12 avril 2021 relatif à la 5G

Dans la continuité de ses travaux d'expertise sur radiofréquences et santé, et sur la base des nombreuses données scientifiques disponibles à ce jour, l'ANSES estime que « le lien entre exposition aux radiofréquences et risques sanitaires pour les fréquences d'intérêt pour le déploiement de la technologie 5G est, en l'état des connaissances, comparable à celui pour les bandes de fréquences utilisées par les générations précédentes. »

L'ANSES précise, en réponse aux observations recueillies suite à la consultation publique lancée en 2021, que « Tous les effets biologiques ont bien été considérés dans cette expertise, à travers notamment les expertises précédentes réalisées par l'Anses afin d'évaluer les effets sur la santé associés à l'exposition aux radiofréquences. »

### Rapport de l'Agence Nationale des Fréquences sur l'exposition du public aux ondes électromagnétiques, août 2020

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) a réalisé des simulations numériques des niveaux d'exposition créés par la téléphonie mobile dans une zone urbaine très dense, à savoir le 14ème arrondissement de Paris. De par les résultats obtenus, l'ANFR a estimé un impact faible de l'introduction de la 5G sur l'exposition du public aux ondes électromagnétiques par rapport à un scénario de renforcement de la 4G sans 5G.

### Rapport des agences de l'Etat sur le déploiement de la 5G, septembre 2020

À ce jour, les agences sanitaires qui se sont prononcées considèrent les effets sanitaires de la 5G, comme des autres radiofréquences déjà utilisées, non avérés en-deçà des valeurs limites

d'exposition. (base : rapport des agences de l'Etat sur le déploiement de la 5G)

### **Rapport et avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), 20 avril 2021, Avis et conclusions relatifs à la 5G**

Dans la continuité de ses travaux d'expertise sur radiofréquences et santé, et sur la base des données scientifiques disponibles à ce jour, l'ANSES estime que « la situation en matière de lien entre exposition aux radiofréquences et effets sanitaires pour les fréquences d'intérêt pour le déploiement de la technologie 5G est, en l'état des connaissances, comparable aux bandes utilisées par les générations précédentes »

### **Rapport de l'ANFR relatif aux mesures d'exposition du public aux ondes avant et après mise en service de la 5G, décembre 2021**

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) a réalisé une campagne de 3000 mesures d'exposition du public aux ondes avant et après mise en service de la 5G. Dans ce cadre, les résultats montrent que l'exposition est comparable avant et après introduction de la 5G.

Date	Agence sanitaire
janv-20	Agence de Protection Environnementale irlandaise
16-avr-19	Ministère Allemand de l'Environnement, de la Nature et de la Sécurité Nucléaire
28-mars-19	Ministère Autrichien du Climat, de l'Environnement, de l'Energie, de la Mobilité, de l'Innovation et de la Technologie (BMK), 28 mars 2019
11-janv-19	Direction de la Radioprotection et de la sécurité nucléaire de Norvège (DSA), 11 janvier 2019
05-mai-19	Autorité Sanitaire Danoise (Sundhedsstyrelsen)
19-févr-20	Comité Consultatif Scientifique sur les Radiofréquences et la Santé d'Espagne
04-janv-19	Autorité finlandaise de radioprotection
nov-19	Agence Nationale de la Santé Publique Suédoise
avr-20	Agence Australienne de Sécurité Nucléaire et de Radioprotection
03-déc-19	Ministère de la Santé de Nouvelle Zélande
sept-20	Conseil de la santé des Pays-Bas
nov-19	Département fédéral Suisse de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
avr-19	Food and Drug Administration (Etats-Unis)

## **11. Engagements de Free Mobile au titre de la protection et de la santé**

Free Mobile, exploitant un réseau de télécommunications tel que défini au 2° de l'article 32 du code des postes et télécommunications, certifie que, en dehors du périmètre de sécurité mentionné sur plan et balisé sur le site, les références de valeurs d'exposition aux champs électromagnétique suivantes, et fixées dans le décret n°2002-775 du 3 mai 2002 sont respectées.

Free Mobile s'engage à appliquer les règles de signalisation et de balisage des périmètres de sécurité qui lui sont propres dans les zones accessibles au public.

**Free Mobile s'engage à respecter les seuils maximaux réglementaires contraignants** en France conformément aux dispositions du décret **2002-775 du 3 mai 2002**. Ces seuils réglementaires, établis sur avis de l'ANSES, permettent d'assurer une protection contre les effets établis des champs électromagnétiques radiofréquences. A l'image de la grande majorité des pays membres de l'Union européenne, celles-ci sont issues de la recommandation du Conseil de l'Union européenne 1999/519/CE du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électromagnétiques et conformes aux recommandations de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

**Ce seuil, a été fixé par le Gouvernement sur la base des avis de l'Anses** (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail). **En tout état de cause, Free Mobile s'est toujours engagé à se conformer continuellement à toute**

éventuelle modification de la réglementation.

*Valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques (décret 2002-775 du 3 mai 2002)*

	700 MHz	800 MHz	900 MHz	1,8 GHz	2,1 GHz	2,6 GHz	3,5 GHz
Valeur limite d'exposition (V/m)	36	39	41	58	61	61	61

**Pour garantir une sécurité maximale, ce seuil de référence a été établi de façon à garantir au niveau du public un DAS (débit d'absorption spécifique) corps entier inférieur à 0,08W/kg. Ce niveau de DAS est obtenu en appliquant un coefficient diviseur de 50 sur la mesure en deçà de laquelle aucun effet biologique n'a été observé expérimentalement.**

L'Agence nationale des Fréquences (ANFR) est la garante du respect de cette réglementation. En particulier, elle délivre une autorisation pour tout projet d'installation d'un site radio électrique dans le cadre de la procédure de la commission des sites et servitudes radioélectrique (COMSIS). Une antenne ne peut émettre sans cette autorisation.

## **12. Engagements de Free Mobile au titre de la transparence**

**Free Mobile met en œuvre** depuis plusieurs années un processus opérationnel de déploiement de ses sites selon les règles de **transparence et d'application du principe de sobriété de l'exposition électromagnétique découlant de la loi Abeille de 2015 et repris dans le code des communications électroniques.**

Free Mobile s'engage à informer le maire ou le président du groupement de communes de la date effective des travaux d'implantation de la nouvelle installation radioélectrique concernée ainsi que de la date prévisionnelle de mise en service de cette installation.

**Des mesures d'information préalable des maires et de concertation sur les ondes existent en France depuis plus de 15 ans.** L'Association des Maires de France et les opérateurs ont ainsi établi en 2006, un « Guide des relations entre opérateurs et communes » (GROC) veillant à ce que chaque nouveau projet d'antenne dans une commune fasse l'objet d'une information préalable du maire. Free Mobile s'engage à suivre ce guide.



# COUVERTURE MOBILE : DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE

## GUIDE PRATIQUE À DESTINATION DES MAIRES MAI 2021

*Ce guide a vocation à informer les élus des principales étapes du déploiement des sites mobiles et à les accompagner dans leurs premiers échanges avec les opérateurs.*



## VOTRE COMMUNE A ÉTÉ IDENTIFIÉE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE ET BÉNÉFICIERA PROCHAINEMENT D'UNE COUVERTURE MOBILE DE QUALITÉ !

VOUS TROUVEREZ DANS CE GUIDE PRATIQUE LES PRINCIPALES RÉPONSES A VOS QUESTIONS.

### Ce guide a été réalisé en partenariat avec :

l'Association des Départements de France (ADF),  
l'Association des maires de France et présidents d'intercommunalités (AMF),  
l'Association des maires ruraux de France (AMRF),  
l'Association Nationale des Elus de Montagne (ANEM),  
l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA),  
l'Association des Régions de France,  
Territoire d'Énergie - Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR),  
la Fédération Française des Télécoms (FFTélécoms),  
Bouygues Telecom,  
Free,  
Orange,  
SFR,  
& la Mission France Mobile de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT).

Ce guide vise à faciliter les déploiements et n'a pas de valeur juridique.

## GÉNÉRALISER LA COUVERTURE MOBILE DE QUALITÉ

- En janvier 2018, le Gouvernement, l'Arcep et les opérateurs mobiles sont parvenus à un accord historique visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour tous les Français.
- Pour la première fois, l'État fait le choix de prioriser l'objectif d'aménagement du territoire dans les critères d'*attribution des fréquences mobiles*<sup>\*</sup>, dont les droits arrivent à échéance lors des prochaines années.
- Cet accord se traduit par un renforcement de la couverture mobile, en s'appuyant sur des engagements du Gouvernement et des opérateurs. Le travail de négociation a permis d'obtenir de la part des quatre opérateurs de réseaux mobiles des engagements forts et contraignants.
- Les opérateurs se sont notamment engagés à :



Assurer une couverture mobile de qualité dans des zones non ou mal couvertes, dans le cadre du dispositif de couverture ciblée, en construisant jusqu'à 5 000 nouveaux sites\* par opérateur, dont une partie sera mutualisée.

- Par ailleurs, quatre autres engagements ont été pris par les opérateurs dans le cadre de cet accord historique sont :



Généraliser la réception en 4G de qualité sur l'ensemble du réseau mobile.



Améliorer la couverture des axes de transport, d'ici 2020 pour les axes routiers prioritaires (environ 55 000 km) et d'ici 2025 pour le réseau ferré régional.



Améliorer la couverture à l'intérieur des bâtiments à la demande, en utilisant notamment la technologie 5G.



Proposer une offre de 4G fixe dans les zones où les débits Internet (fixe) ne sont pas satisfaisants.

\* Cf. glossaire p. 19



## LE DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE : COMMENT ÇA MARCHE ?

1

En janvier 2018, le Gouvernement, l'Arcep et les opérateurs mobiles sont parvenus à un accord historique visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour tous les Français.

Pour couvrir les zones non ou mal couvertes, les opérateurs mobiles se sont engagés à installer 5 000 sites chacun (le dispositif de couverture ciblée).



2

Pour identifier les zones\* à couvrir, des équipes projets locales se sont donc constituées partout sur le territoire. Les équipes-projets locales sont notamment composées des préfectures, des conseils départementaux, des SGAR, des associations de collectivités territoriales, des porteurs de projets des réseaux d'initiative Publique ou Plan France Très Haut Débit, des AODE, etc.



3

Les équipes-projets locales se réunissent à un rythme régulier pour sélectionner les sites mobiles prioritaires visant à couvrir ces zones prioritaires, dans le cadre de dotation allouée par l'Etat.

4

Les équipes-projets locales transmettent à l'Etat la liste des zones qu'elles ont identifiées. L'Etat travaille conjointement avec les opérateurs pour consolider l'ensemble des sites mobiles prioritaires correspondants et les publie en arrêté ministériel.



Cr. Gillesville B. 18

5

Les opérateurs mobiles ont jusqu'à 24 mois maximum pour couvrir les zones retenues dans l'arrêté.



## LE DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE : OÙ EN EST-ON ?

2 997

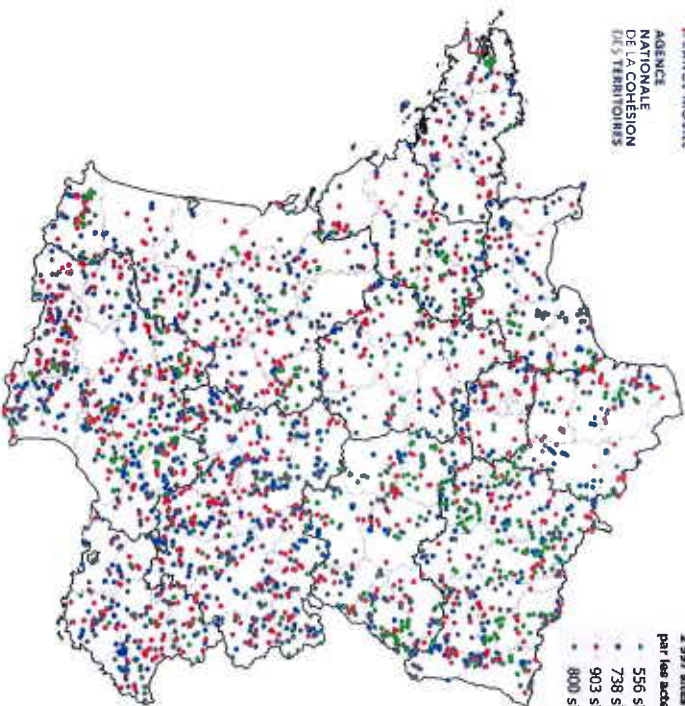
SITES MOBILES IDENTIFIÉS DEPUIS MI-2018, À DÉPLOYER SOUS 24 MOIS MAXIMUM PAR LES OPÉRATEURS

DONT

778

NOUVEAUX SITES MOBILES D'ORES ET DÉJÀ MIS EN SERVICE

MISSION FRANCE MOBILE  
AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES



\*On inclut les 5 000 sites pour lesquels l'Etat a lancé une consultation d'opérateurs. Source : Arrêté France Mobile - Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, mai 2021



13P193000110000111519

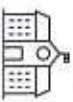


## POUR ALLER PLUS LOIN DANS L'IDENTIFICATION ET LE DÉPLOIEMENT DES SITES MOBILES : LE PROTOCOLE DE COOPÉRATION

- Un document a été élaboré pour préciser les modalités pratiques de mise en œuvre du dispositif de couverture ciblée et formaliser les échanges entre les collectivités, les opérateurs, leurs représentants, et les services de l'État : il s'agit du protocole de coopération.
- Le protocole de coopération s'adresse en priorité aux membres des équipes-projets locales aux maires des communes où seront localisées des nouvelles installations ainsi qu'aux représentants locaux des opérateurs.
- Les thématiques suivantes sont abordées dans le protocole de coopération :

### RÔLE DE FACILITATEUR ET DE MÉDIATEUR DES ÉQUIPES-PROJETS

Pour contacter votre équipe-projet : p. 14 à 17



### CALENDRIER

Pour un aperçu des délais et étapes de déploiement : p. 7 à 11



### ÉTABLISSEMENT DU LOYER ET DE LA REDEVANCE

Études de charges, études géotechniques, etc.



### RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE



### SUIVI DES DÉPLOIEMENTS



### COLLECTE DE SITES MOBILES



Le protocole de coopération et l'ensemble des informations concernant le dispositif de couverture ciblée sont disponibles sur le site [amangement-numerique.gouv.fr](http://amangement-numerique.gouv.fr)

<http://www.aménagement-numerique.gouv.fr/decouverte-couverture-ciblée>

Ch. glossaire p. 19

6

## LES DÉLAIS ET ÉTAPES DE DÉPLOIEMENT

- Une fois que les arrêtés identifiant les sites mobiles à construire sont publiés, des échanges vont s'engager entre l'opérateur leader\* en charge du déploiement, le maire de la commune et l'équipe-projet locale qui en assure le suivi.
- Les temps d'échanges seront différents selon la modalité retenue pour déployer le site (12 ou 24 mois) :

### LA COMMUNE NE MET PAS DE TERRAIN VIABILISÉ À LA DISPOSITION DE L'OPÉRATEUR :

L'OPÉRATEUR DISPOSE D'UN DÉLAI DE 24 MOIS POUR CONSTRUIRE ET METTRE LE SITE MOBILE EN SERVICE.

- Le point de départ du délai de 24 mois court à partir de la publication de l'arrêté définissant la liste des zones à couvrir par les opérateurs mobiles.
- Le cas des « 24 mois » est le plus courant.

Étapes détaillées  
pages 8 et 9

### LA COMMUNE DÉCIDE DE METTRE À DISPOSITION DE L'OPÉRATEUR UN TERRAIN VIABILISÉ ACCOMPAGNÉ DE L'AUTORISATION D'URBANISME :

L'OPÉRATEUR DISPOSE D'UN DÉLAI DE 12 MOIS POUR CONSTRUIRE ET METTRE LE SITE MOBILE EN SERVICE.

- Le point de départ pour le calcul des 12 mois court à partir de la signature entre le maire et l'opérateur leader du procès-verbal validant le début de la construction du site.

Étapes détaillées  
pages 10 et 11

### ► À SAVOIR

#### DISPOSITIONS DE LA LOI ELAN

Pour accélérer la couverture numérique du territoire, 15 mesures d'applications immédiates ont été prises visant à accélérer la construction et l'établissement des réseaux de communications électroniques de nouvelle génération, accessible sur le site : [aménagement-numerique.gouv.fr](http://aménagement-numerique.gouv.fr)

### EN PRATIQUE

Le maire est en première ligne pour faciliter la recherche des sites : mobiles (terrain, points hauts existants, etc.) et la délivrance de l'ensemble des autorisations administratives (accordement, électrique, travaux de génie civil, construction du site mobile, etc.).

Ch. glossaire p. 19

7

## LA COMMUNE NE MET PAS DE TERRAIN VIABILISÉ À LA DISPOSITION DE L'OPÉRATEUR

L'OPÉRATEUR LEADER DISPOSE D'UN DÉLAI DE 24 MOIS POUR CONSTRUIRE ET METTRE LE SITE MOBILE EN SERVICE.

EN PRATIQUE  
RETROUVEZ BIENÔT TOUS LES MODÈLES  
DES DOCUMENTS SUR  
[www.aménagement-numérique.gouv.fr](http://www.aménagement-numérique.gouv.fr)

JE NE METS PAS DE  
TERRAIN VIABILISÉ À  
LA DISPOSITION DE  
L'OPÉRATEUR

Je fais part de cette décision  
par écrit à l'équipe-projet  
locale et à l'opérateur leader  
dans les meilleurs délais.

L'OPÉRATEUR VALIDE  
LES TERRAINS  
CANDIDATS

parmi ceux qu'il a identifiés ou  
ceux que je lui ai proposés.

L'OPÉRATEUR  
DÉPOSE LA DEMANDE  
D'AUTORISATION  
D'URBANISME

L'opérateur me fournit également la  
carte de couverture mobile escomptée,  
et se tient à ma disposition pour  
motiver le choix de l'emplacement  
exact du site mobile.

7

L'OPÉRATEUR  
M'INFORME AU  
PRÉALABLE DE LA  
CONSTRUCTION  
DU SITE MOBILE  
ET DE LA MISE  
EN SERVICE DES  
ÉQUIPEMENTS

L'opérateur m'informe au  
préalable de la mise en  
service du site mobile.

6

L'OPÉRATEUR  
NEGOCIE LA  
LOCATION OU  
L'ACQUISITION DE  
L'EMPLACEMENT  
DES TERRAINS  
CANDIDATS AVEC LE  
PROPRIÉTAIRE

4

J'ACCOMPAGNE  
L'OPÉRATEUR DANS  
L'IDENTIFICATION  
D'UN OU PLUSIEURS  
TERRAINS

(ou un point haut existant) au  
sein de la zone de recherche.  
Je fournis un dossier à  
l'opérateur.

3

L'OPÉRATEUR ME  
COMMUNIQUE  
LA ZONE DE  
RECHERCHE DU SITE  
MOBILE

et m'adresse le document  
« fiche de lancement du site  
mobile ».  
Une copie de cette fiche de  
lancement est également  
envoyée par l'opérateur à  
l'équipe-projet locale.

2

1

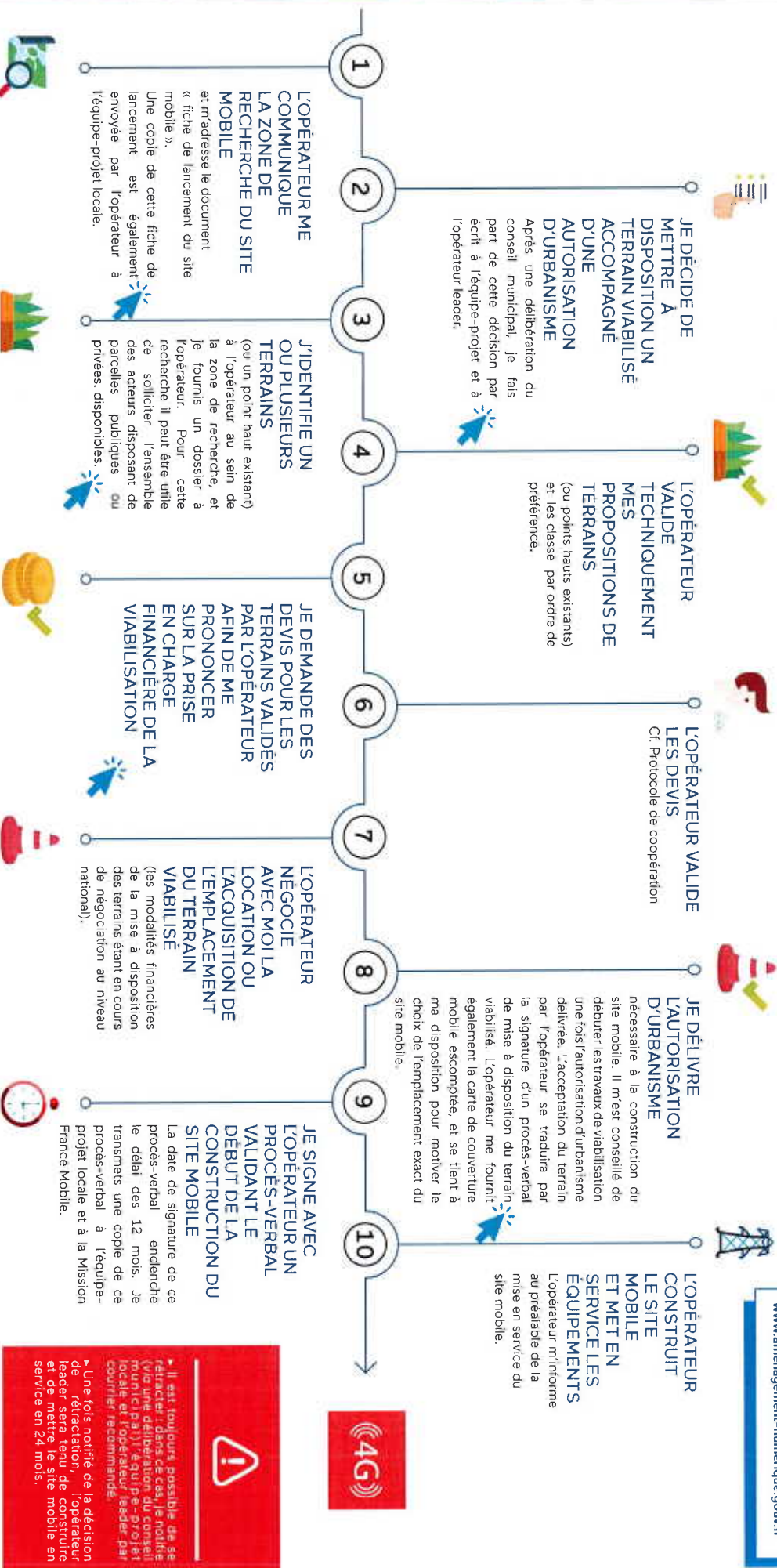
Point de départ du  
délai de 24 mois



# LA COMMUNE DÉCIDE DE METTRE À DISPOSITION DE L'OPÉRATEUR UN TERRAIN VIABILISÉ ACCOMPAGNÉ DE L'AUTORISATION D'URBANISME

L'OPÉRATEUR LEADER DISPOSE D'UN DÉLAI DE 12 MOIS POUR CONSTRUIRE ET METTRE LE SITE MOBILE EN SERVICE.

EN PRATIQUE  
RÉTROUVEZ BIEN TÔT TOUS LES MODÈLES  
DES DOCUMENTS SUR  
[www.aménagement-numérique.gouv.fr](http://www.aménagement-numérique.gouv.fr)



Il est toujours possible de se faire accompagner par le conseil municipal (par l'équipe-projet locale et l'opérateur leader par courrier recommandé).

Une fois notifié de la décision de « rétractation », l'opérateur leader sera tenu de construire et de mettre le site mobile en service en 24 mois.

## VOS INTERLOCUTEURS NATIONAUX

### LA MISSION FRANCE MOBILE PILOTE LE DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE

- L'Etat pilote et anime le dispositif de couverture ciblée au sein de la Mission France Mobile (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - ANCT).
  - La Mission France Mobile rassemble entre 6 et 8 personnes, et est chargée de :
    - piloter et mettre en œuvre le dispositif de couverture ciblée, en faisant le lien avec les équipes-projets locales qui identifieront les sites à couvrir,
    - coordonner les sujets nationaux et apporter un appui technique et opérationnel aux équipes-projets locales.
  - La Direction Générale Déléguée au Numérique de l'ANCT a pour mission d'impulser et de soutenir des actions préparant la société française aux révolutions numériques, visant à collaborer à l'émergence d'une société numérique innovante et inclusive.
- Pour atteindre cet objectif, l'ANCT pilote quatre politiques publiques :
- Le programme France Mobile,
  - Le programme France Très Haut Débit qui vise à garantir l'accès au très haut débit partout, pour tous, d'ici 2022,
  - Le programme Société Numérique,
  - Le programme nouveaux lieux / nouveaux liens,
  - L'incubateur des Territoires.



### L'ARCEP PROPOSE, CONTRÔLE ET INFORME

- L'Arcep assure le contrôle dans le cadre de la mise en œuvre du New Deal et dispose d'un pouvoir de sanction en cas de manquement éventuel au respect des obligations.
- L'Arcep publie un tableau de bord du New Deal, qui permet de suivre trimestre après trimestre la mise en œuvre par les opérateurs des engagements qu'ils ont pris dans le cadre du New Deal.

 <https://www.arcep.fr/cartes-et-donnees/new-deal-mobile.html>

#### EN PRATIQUE

Pour les collectivités qui souhaitent effectuer leurs propres mesures, par exemple dans des zones géographiques inexploitées, l'Arcep a mis à disposition un « kit du régulateur » qui comprend un guide pédagogique des protocoles utilisés au cours de ses campagnes de mesures, et des modèles de cahiers des charges technique (espace collectivités du site de l'Arcep).




#### BON A SAVOIR

L'ANCT, créée au 1er janvier 2020, regroupe désormais l'Agence du Numérique, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et l'établissement public national d'aménagement et de reconstruction des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA).  
Le programme France Mobile appartient à la Direction Générale Déléguée au Numérique.

## VOS INTERLOCUTEURS LOCAUX

### LES ÉQUIPES-PROJETS LOCALES ASSURENT LA RÉUSSITE DU DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE

- Les équipes-projets locales (à l'échelle départementale ou pluri-départementale) ont pour mission d'accélérer le déploiement de sites mobiles sur leur territoire.
- Pour atteindre cet objectif :
  - elles identifient et priorisent les zones à couvrir,
  - elles facilitent la mise en œuvre des déploiements, par les opérateurs (par exemple : autorisations d'urbanisme, viabilisation des terrains, etc.).

 Retrouvez le contact de votre équipe-projet p. 14 à 18.

### L'OPÉRATEUR LEADER ASSURE LE DÉPLOIEMENT DU SITE MOBILE

- Pour assurer le déploiement du site mobile, un opérateur leader est désigné par les opérateurs pour chaque site mobile. L'opérateur leader sera l'interlocuteur du maire pendant toute la durée de mise en œuvre du projet.
- L'opérateur leader est connu au maximum un mois après la publication de l'arrêté.

#### ► À SAVOIR

### SOLICITATIONS DE SOCIÉTÉS TIÈRCES DANS LE DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLÉE

Des sociétés se présentant en qualité d'intermédiaire peuvent être amenées à contacter des collectivités au travers de toutes sortes de propositions commerciales et techniques, offrant à accélérer le dispositif, de le remédier, etc. L'interlocuteur local doit être vigilant et demander une recommandation préalable et formelle de l'opérateur leader concerné par le site à couvrir.

En effet, l'opérateur leader est soumis à des obligations de couverture dont il lui appartient de définir les modalités de mise en œuvre. Il n'a aucune obligation de souscrire à une solution ou un accord éventuellement préalable entre la collectivité et un tiers. La municipalité pourra utilement contacter l'équipe-projet locale.

#### OÙ COMPOSE LES ÉQUIPES-PROJETS LOCALES ?

Préfecture, conseil départemental, SCAR, associations de collectivités territoriales, porteurs de projets des réseaux d'initiative publique du plan France Très Haut Débit, etc.

## VOS INTERLOCUTEURS LOCAUX AU SEIN DES ÉQUIPES-PROJETS LOCALES

### ► AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

#### ◊ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

##### Liens DELMANCE

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ AIN

##### Blandine CHAMPON

Ingénierie d'architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ ALLIER

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ ARDECHE

##### Jean-Marc THOMAS

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ ISÈRE

##### Sylvie BELIN

Ingénierie d'architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

### ► BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

#### ◊ CÔTE-D'OR

##### Cyrille DA SILVA

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ DOUBS

##### Sylvain COLLOT

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-SAÔNE

##### Frederic LATMAN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ CANTAL

##### Grand CLAUDE

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ DROME

##### Bernard GIRE

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ HAUTE-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

### ► BRETAGNE

#### ◊ CÔTES-D'ARMOR

##### Patrice EPOU-JOUESSOU

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ FINISTÈRE

##### Jerry GUEZEN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ ILLE-ET-VILAINE

##### Arnaud MANCIET

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ MORBIHAN

##### Joséphine KERN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ LOIR-ET-CHER

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ LOIR-ET-CHER

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ LOIR-ET-CHER

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ LOIR-ET-CHER

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ LOIR-ET-CHER

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

### ► CENTRE-VAL DE LOIRE

#### ◊ CHER

##### Stéphane DUBOIS

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ INDRE

##### Christophe COURTAMANCHE

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

#### ◊ INDRE-ET-LOIRE

##### Préfecture

Service de l'architecture et de l'urbanisme

### ► GRAND-EST

#### ◊ ARDENNES

##### Bernard CAMILLI

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ BAS-RHIN

##### Philippe RICHARD

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Arnaud BONGAY

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

### ► GRAND-EST

#### ◊ ARDENNES

##### Bernard CAMILLI

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ BAS-RHIN

##### Philippe RICHARD

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Arnaud BONGAY

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

#### ◊ HAUTE-MARNE

##### Eric CHALVIN

Ingénieur en architecture, architecte et intervenant MAIRACOURA, PORETTECH

## VOS INTERLOCUTEURS LOCAUX AU SEIN DES ÉQUIPES-PROJETS LOCALES

### ► HAUTS-DE-FRANCE

**Gervé FIEVET**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Fabrice DOVER**  
Directeur régional de l'agriculture

### ► ILE-DE-FRANCE

**Blaise-Made LY VAN TU**  
Directeur régional de l'agriculture

### ► NORMANDIE

#### ◊ CALVADOS

**Virginie FOSSEY**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Odette COLIN**  
Directrice régionale de l'agriculture

#### ◊ EURE

**Clement JFR**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Sabrina MALIN**  
Directrice régionale de l'agriculture

#### ◊ MANCHE

**Marjolaine NAEL**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Vincent ALLIOT**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ ORNE

**Bernard LECOCQ**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Jean-François ALBERT**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ SEINE-MARITIME

**Clement GEORGES**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Jean-Pierre LUCAS**  
Directeur régional de l'agriculture

### ► NOUVELLE-AQUITAINE

#### ◊ CHARENTE

**Luis VIALAT**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Jean-CARUETTE**  
Directrice régionale de l'agriculture

#### ◊ CHARENTE-MARITIME

**Aurélien FRIELLET**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Yann LE GUILLOU**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ CORREZE

**Pauline ESTERLE**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Loïc-Marie DELAPORTE**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ CREUSE

**Fabien FAURE**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Philippe MEYILLAT**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ DEUX-SEVRES

**Christophe SALLAMIER**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Jean-François COLLIER**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ DORDOGNE

**Sébastien LIGERON**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Jean-Philippe SAUTOME**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ GIRONDE

**Eric SUZANNE**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Yann BRETON**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ HAUTE-VIENNE

**Emmanuel DESEY**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Franck MARTINE**  
Directeur régional de l'agriculture

### ► OCCITANIE

#### ◊ ARIÈGE

**Florence MARTIN - PONS**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Fredéric BLANC**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ AUDE

**Philippe RAGONNI**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Danièle BOURGON**  
Directrice régionale de l'agriculture

#### ◊ AVEYRON

**Julien JEAN**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Philippe CLOT**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ GARD

**Fabrice BARONNI**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Christophe MOUCHE**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ GERS

**Jean-Pierre SALERS**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Emmanuel DASSALCO**  
Directeur régional de l'agriculture

### ► PAYS-DE-LA-LOIRE

**Erwanne BARFOU**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Océane GAUDIN**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Christophe ALFANDI**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ LANDES

**Marion DOUBINE**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Jean-Michel DELARON-QUILLON**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ LOT-ET-GARONNE

**Daniel BOUT**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Fredéric MANDE**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

**Christophe PECATE**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Stéphane NUYAL**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ VIENNE

**Martine DUBOIS**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Fabien GUERIN**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ HAUTE-GARONNE

**Marie-France DESHOUX**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Jean-Christophe GAY**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ HAUTES-PYRÉNÉES

**Jean-Pierre DESSENGNET**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Philippe COLLET**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ HERAULT

**Fredéric MOUTARE**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Danièle TIRRE**  
Directrice régionale de l'agriculture

#### ◊ LOT

**Sandra GILSKA**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Jean-Paul FAYE**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ LOZÈRE

**Maria-Claire WOULAC**  
Directrice régionale de l'agriculture  
**Patrick BOUT**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ PYRÉNÉES-ORIENTALES

**Philippe DUROS**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Stéphane CLEGG**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ TARN

**Clément COUDERC**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Gérard MENESTREAU**  
Directeur régional de l'agriculture

#### ◊ TARN-ET-GARONNE

**Karim MOCHEB**  
Directeur régional de l'agriculture  
**Martine RUSSE**  
Directrice régionale de l'agriculture

## VOS INTERLOCUTEURS LOCAUX AU SEIN DES ÉQUIPES-PROJETS LOCALES

### ► PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

#### ◊ ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE ◊ BOUCHES-DU-RHÔNE

**Gaëlle BANCE**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Thierry GALLAT  
Ingénierie, interface avec le

**Nathalie RANDOLFI**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Nathalie GOSBERT DE MONSEBERT  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le

#### ◊ VAR

**Muriel-Christine BALDI**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Jean Pierre SEVAL  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le

#### ◊ ALPES-MARTIMES

**Christine CHILARDI**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Laurent FERRARO  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le

#### ◊ HAUTES-ALPES

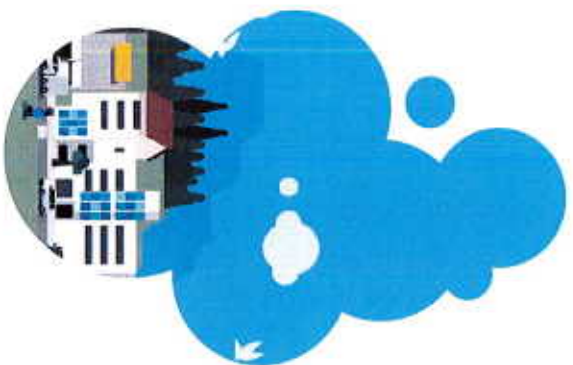
**Yves BICHARD**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Valérie MARTAZIER  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le

#### ◊ VAUCLUSE

**Aurélien GAUCHEBARD**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Sébastien PÉREYROT  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le

### ► CORSE

**François PETRI**  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le  
Luc BONIER  
Ingénierie, développement de l'offre, interface avec le



## GLOSSAIRE

### AUTORISATION D'UTILISATION DE FRÉQUENCES

L'utilisation des fréquences pour un réseau mobile est soumise à une autorisation préalable attribuée à un opérateur mobile, par décision de l'Arcep. L'opérateur mobile est autorisé à utiliser la fréquence concernée dans les conditions techniques spécifiques par l'autorisation.

### OPÉRATEUR LEADER

Il s'agit de l'opérateur mobile désigné pour construire et mettre en service le site mobile, pour le compte des opérateurs concernés.

### SITE DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Un site comprend en règle générale plusieurs groupes d'antennes de façon à couvrir de la manière la plus efficace la zone cible (360°). Les sites peuvent être des points hauts existants (terrasses d'immeuble, château d'eau, silos etc.) ou à construire. La solution retenue pour le choix des sites doit tenir compte de la nécessité d'assurer la meilleure couverture mobile, et de leur bonne intégration dans son environnement.

### VIABILISATION

Dans le cadre du dispositif de couverture ciblée, la viabilisation du terrain consiste en un raccordement électrique et routier (chemin d'accès carrossable) du site mobile retenu dont le coût est intégralement pris en charge par l'opérateur.

### ZONE DE RECHERCHE

La zone de recherche correspond à la zone cible au sein de laquelle un ou plusieurs sites candidats seront recherchés afin d'y implanter un pylône. Parfois, la zone de recherche comprend un point haut existant à l'intérieur d'un chapeau d'eau.



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**



414111000013000261451

**M** ISSION  
FRANCE MOBILE



[www.aménagement-numérique.gouv.fr](http://www.aménagement-numérique.gouv.fr)

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/france-mobile-54>

Mar 2021 - Contenus et création : ANCT- Illustration : ©leduo

